

Une activité régionale mitigée au troisième trimestre

L'emploi salarié total poursuit sa légère croissance au troisième trimestre en Auvergne-Rhône-Alpes. Le secteur tertiaire augmente peu. L'emploi intérimaire reprend timidement et le secteur marchand est en hausse modérée. L'industrie, après deux ans et demi de croissance, marque un arrêt. L'emploi dans la construction redémarre après un trimestre en recul. Le chômage repart sur une légère hausse ce trimestre. Les créations d'entreprises continuent de battre de nouveaux records. La construction de logements neufs se fragilise. L'été 2019 est particulièrement favorable pour l'hôtellerie.

Frédéric Lahi, Annelise Robert, Insee

Rédaction achevée le 6 janvier 2020

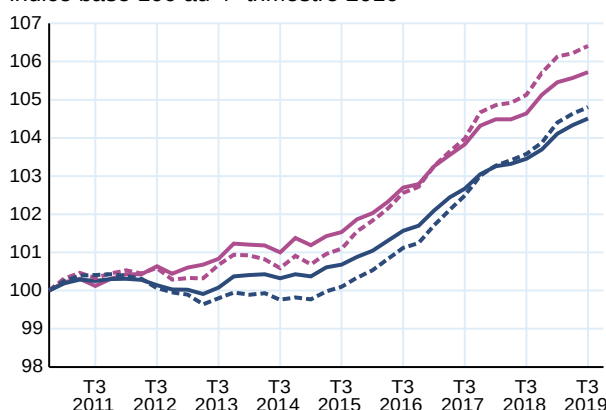
Croissance très limitée de l'emploi salarié total

L'emploi salarié total en Auvergne-Rhône-Alpes est en hausse de 0,1 % au troisième trimestre 2019, un rythme semblable au trimestre précédent (*figure 1*). Cela représente 4 400 salariés supplémentaires. Au niveau national, la croissance est à peine plus élevée (+ 0,2 %). L'augmentation régionale est portée par le secteur privé qui croît de 0,2 %, comme en France. Le secteur public est quasiment à l'arrêt.

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Auvergne-Rhône-Alpes
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Auvergne-Rhône-Alpes
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Après deux ans de hausse, l'industrie fait une pause ce trimestre dans la région. La construction reprend de la vigueur (+ 0,4 %) après un trimestre de régression. Le tertiaire n'augmente que de 0,1 % malgré la reprise de l'intérim (+ 0,2 % après - 1,3 %) et un secteur marchand plutôt dynamique (+ 0,3 %). En revanche, le secteur non marchand marque le pas (- 0,1 %).

Sur un an, le salariat gagne 31 000 emplois en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une hausse de 1,0 %, rythme identique au niveau national. Les salariés du privé tirent la croissance (+ 1,2 %). L'emploi public augmente modérément de 0,3 %. De tous les secteurs, seul l'intérim est en retrait.

Le Rhône stimule fortement l'emploi

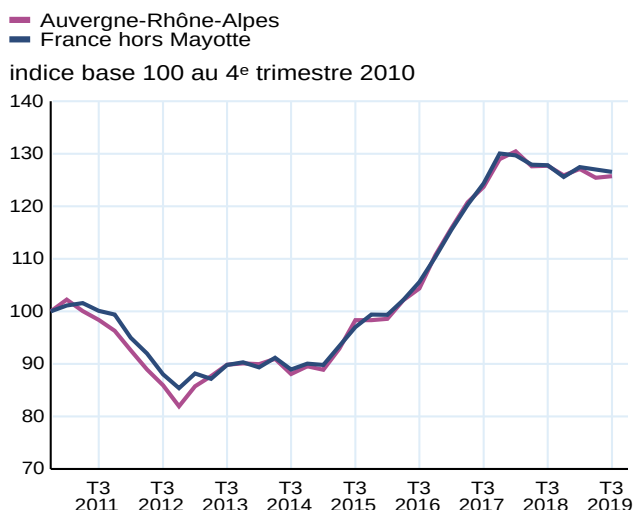
Dans la région, au troisième trimestre 2019, cinq départements tirent leur épingle du jeu. Le Rhône représente 30 % de l'emploi régional. Il est particulièrement moteur grâce à une hausse de 0,5 %, soit un gain proche de 4 800 salariés. La Drôme, l'Isère, le Puy-de-Dôme et la Savoie connaissent une croissance proche de la tendance régionale. En revanche, l'Allier, l'Ardèche, le Cantal et la Loire sont en déclin, entre - 0,3 % et - 0,5 %.

En glissement annuel, seul l'Allier perd des emplois (- 0,4 %) alors que le Cantal se maintient. Les autres départements sont en hausse. La Drôme (+ 1,5 %) et le Rhône (+ 1,8 %) sont particulièrement dynamiques.

Reprise timide de l'intérim

Avec près de 110 000 salariés, la région représente 14 % des emplois intérimaires français. Après un deuxième trimestre morose, ce secteur reprend un peu de vitalité avec une hausse de 0,2 % (*figure 2*), alors que la tendance nationale reste à la baisse (- 0,4 %). La situation départementale est très variable. Alors que la Drôme, la Haute-Loire et le Rhône ont des croissances d'au moins 1,7 %, l'Ardèche et la Loire subissent de fortes pertes, d'au moins 2,5 %.

2 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Sur un an, l'intérim reste un secteur en repli de 1,6 %, plus marqué qu'en France (-1,0 %). Le nombre d'intérimaires augmente en Ardèche, dans l'Allier et le Puy-de-Dôme alors qu'il subit une baisse importante dans l'Ain, le Cantal et la Loire (-4 % ou davantage).

L'industrie marque une pause, la construction repart

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi industriel stagne (figure 3) pour la première fois depuis deux ans et demi, avec moins de 200 salariés supplémentaires au troisième trimestre 2019. Au niveau national, ce secteur est à l'arrêt depuis un semestre. Le Puy-de-Dôme se démarque par un repli de -0,5 %. L'Ain et le Rhône, en progression de 0,2 % et 0,3 %, connaissent des gains significatifs. Les entreprises de fabrication de matériel de transport embauchent (+1,2 %) de même que celles d'autres produits industriels, mais à un rythme plus modéré (+0,1 %). Les autres secteurs sont en léger repli (-0,1 % ou -0,2 %).

En glissement annuel, le secteur industriel reste dynamique (+0,8 %) dans la région. Tous les secteurs sont en hausse, de +0,2 % pour la fabrication d'équipement électronique et informatique à +2,3 % pour la fabrication de matériel de transport. Seul le Puy-de-Dôme connaît un recul marqué de l'emploi dans l'industrie (-1,0 %).

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 3 ^e trimestre 2019	Évolution par rapport au 2 ^e trimestre 2019		France hors Mayotte (en %)	Évolution sur un an (en %)
		En effectif	En %		
Agriculture	25 500	+ 100	+ 0,3	+ 0,6	+ 3,1
Industrie	487 200	+ 200	+ 0,0	+ 0,0	+ 0,8
Construction	181 900	+ 800	+ 0,4	+ 0,6	+ 1,9
Tertiaire marchand hors intérim	1 302 000	+ 3 700	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,8
Intérim	109 300	+ 300	+ 0,2	- 0,4	- 1,6
Tertiaire non marchand	931 300	- 700	- 0,1	+ 0,1	+ 0,2
Ensemble	3 037 100	+ 4 400	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,0

Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

Champ : emploi salarié total.

Avertissement : les données du secteur agricole sont provisoires suite à des difficultés de traitement par la MSA. L'Insee réalise une estimation, en prolongeant les tendances des trimestres précédents.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

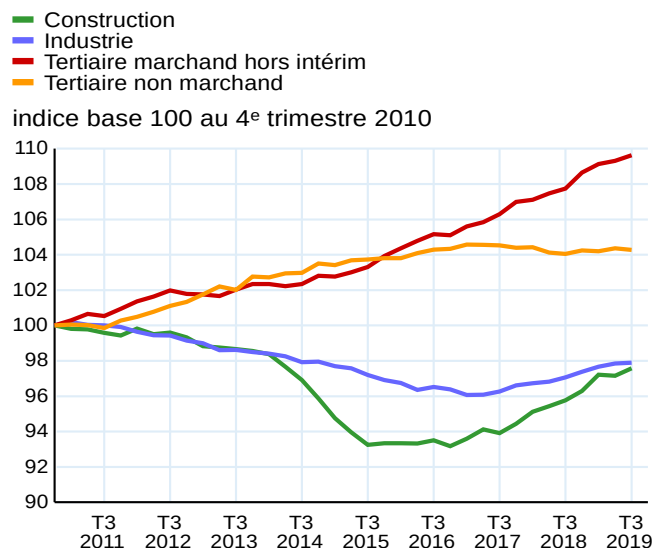
Dans la région, 800 salariés ont rejoint le secteur de la **construction** ce trimestre, soit une hausse de 0,4 %, moins énergique qu'en France (+0,6 %). Cette croissance fait suite à un trimestre en repli.

L'Ain, le Puy-de-Dôme et la Savoie perdent quelques emplois, alors que le Rhône, la Drôme et l'Isère en gagnent. Sur un an, 3 400 emplois sont créés dans la région, soit une croissance forte de 1,9 %, bien que moins rapide qu'en France (+3,1 %). Le Puy-de-Dôme est le seul département en légère régression (-0,2 %). Le Rhône et la Drôme, avec des augmentations supérieures ou égales à 3 %, créent plus de 60 % des nouveaux emplois du secteur.

L'emploi dans les **services marchands hors intérim** progresse de 0,3 % en Auvergne-Rhône-Alpes, en légère accélération par rapport au trimestre précédent (+0,2 %, figure 4). En France, le secteur connaît un ralentissement (+0,2 % après +0,3 %). Les 3 700 salariés supplémentaires travaillent essentiellement dans le Rhône, l'Isère et la Savoie, départements moteurs de la croissance (hausse supérieure à 0,4 %). Plus de la moitié des gains d'emplois sont concentrés dans les entreprises des activités techniques et scientifiques qui progressent de 0,7 %. Les autres activités dynamiques sont l'information et la communication (+1,4 %) ainsi que le transport et l'entreposage (+0,4 %). Les activités immobilières sont en repli (-0,6 %).

Sur douze mois, le **tertiaire marchand** est un secteur porteur, en augmentation de 1,8 %, plus importante qu'en France (+1,5 %). Seul l'Allier perd des emplois.

4 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total (voir avertissement).

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

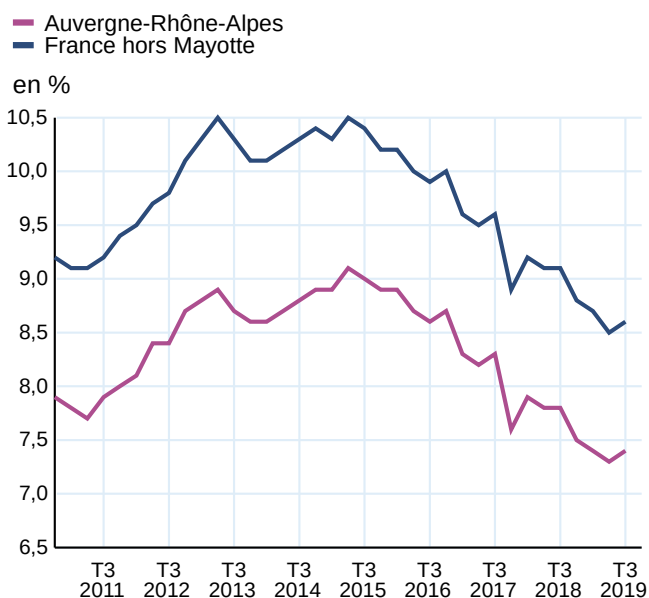
Le **secteur non marchand** perd 700 emplois au troisième trimestre soit une décroissance de 0,1 %. Au niveau national, la tendance est légèrement positive (+0,1 %). Le Rhône et le Puy-de-Dôme gagnent des salariés, l'Isère et la Haute-Loire se maintiennent et les autres départements subissent des pertes allant jusqu'à -1,2 %. En un an, le tertiaire non marchand est en hausse de 0,2 %, hausse plus lente qu'en France (+0,4 %). L'emploi de ce secteur recule d'environ 1 % dans la Loire, l'Allier, l'Ardèche et le Cantal alors qu'il augmente à des rythmes d'au moins 0,7 % en Isère et dans les deux Savoie.

Avertissement : L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acoess (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

Hausse contenue du chômage en région et en France

Pour la première fois depuis début 2018, le **taux de chômage** augmente dans la région. Il s'établit à 7,4 % de la population active, après une progression de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Le chômage en France hors Mayotte suit la même hausse et s'élève à 8,6 % (figure 5). Sur un an, le taux de chômage régional recule de 0,4 point, notamment grâce à une fin 2018 dynamique.

5 Évolution du taux de chômage

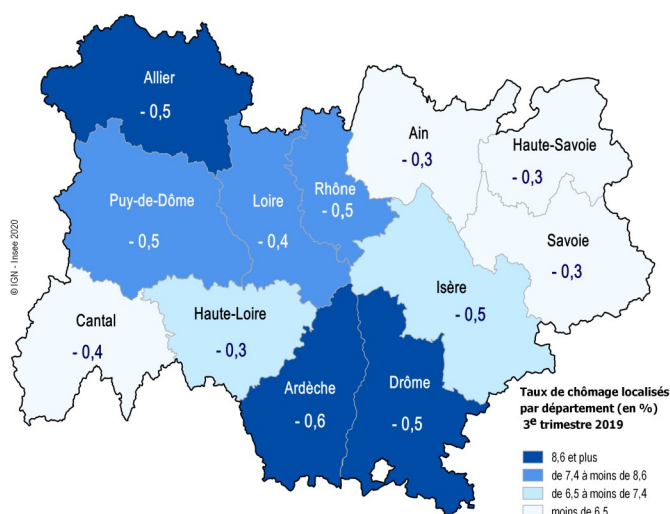


Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Dans les départements, les taux de chômage s'échelonnent de 5,0 % à 9,5 %. Les deux Savoie, l'Ain et le Cantal conservent des taux inférieurs à 6,5 %. Seul ce dernier reste stable sur le trimestre. Tous les autres départements subissent une hausse de 0,1 ou 0,2 point. La tendance est inversée en évolution annuelle (figure 6), où le chômage recule dans l'ensemble de la région. L'Ardèche enregistre la plus forte baisse (-0,6 point).

6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



Note de lecture : au 3e trimestre 2019, le taux de chômage s'élève à 7,6 % dans le Rhône et son évolution sur un an est de -0,5 point.

Note : données provisoires pour le 3e trimestre 2019.

Source : Insee, taux de chômage localisés

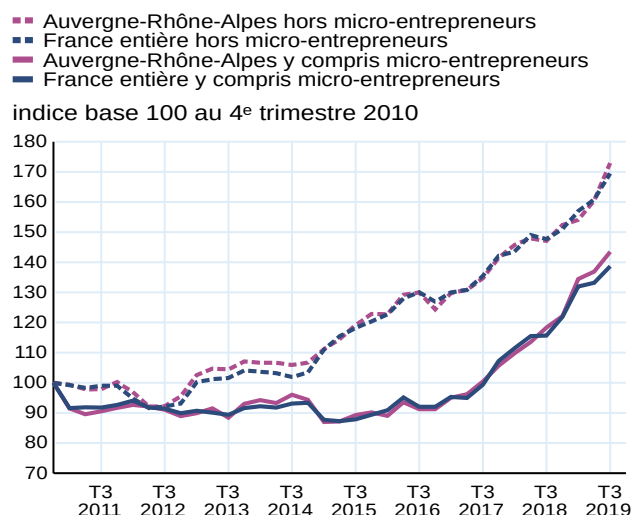
La région passe le seuil des 25 000 créations d'entreprises

En Auvergne-Rhône-Alpes, 25 450 **entreprises ont été créées** durant le troisième trimestre 2019. En hausse de 4,8 % par rapport au trimestre précédent, la région continue de battre son record depuis deux ans (figure 7). Cette progression s'inscrit dans un contexte national à peine moins favorable (+ 4,1 %). Dans la région, tous les secteurs d'activité concourent à cette hausse, en particulier les services qui augmentent de 4,3 %. Ils représentent 56 % de l'ensemble des créations. La construction et l'industrie progressent plus nettement (respectivement + 16,4 % et + 6,3 %) mais sont sous-représentées, comptant pour 17 % de l'ensemble des créations. Les commerces progressent timidement (+ 1,1 %). Sur un an, les créations bondissent de 21,2 %, un rythme proche de la France (+ 19,8 %).

Après le coup d'arrêt du trimestre précédent, le micro-entrepreneuriat repart à la hausse avec + 1,6 % sur le troisième trimestre, un point de moins qu'au niveau national. Les services sont les premiers contributeurs (+ 3,0 %). Le secteur du commerce continue la baisse amorcée au dernier trimestre (- 4,0 %). Sur douze mois glissants, les immatriculations de micro-entreprises explosent de 25,7 %. Les créations d'entreprises classiques accélèrent aussi ce trimestre à un rythme plus rapide dans notre région qu'en France. Elles s'accroissent de 7,7 % sur le trimestre et de 17,6 % sur une année, portées par la construction et le commerce.

La région enregistre 6 050 défaillances d'entreprises sur les 12 derniers mois, soit une baisse de 1,1 % par rapport au deuxième trimestre. Après une première moitié d'année à la hausse, les défaillances en France repartent à la baisse (- 1,9 %).

7 Évolution des créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

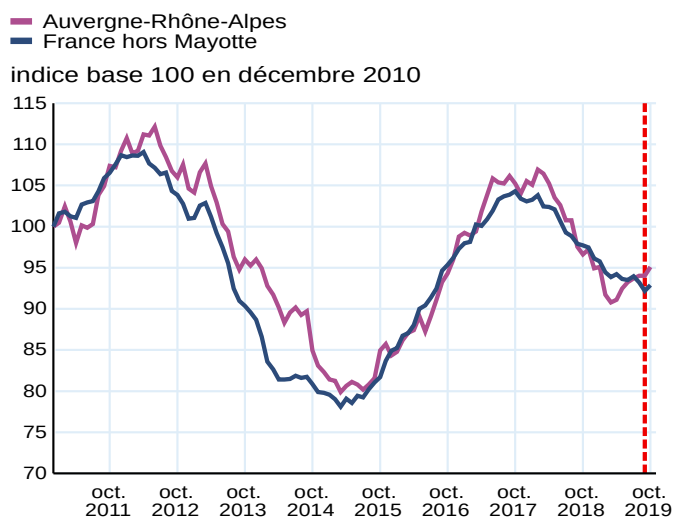
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)

La construction de logements à la peine

Sur les 12 derniers mois, 61 200 logements ont été **autorisés à la construction**. Par rapport à la période juillet 2018 - juin 2019, les autorisations progressent de 0,8 % (figure 8). En France, la tendance est à la baisse (- 1,4 %). Dans la région, seuls la Haute-Savoie et l'Ain déclinent, avec respectivement - 3,1 % et - 8,5 %. À l'inverse, la Drôme, le Puy-de-Dôme et la Savoie redressent la barre avec des hausses d'au moins 3,9 %.

En comparaison avec le cumul annuel de l'année précédente, les autorisations de construction dans la région baissent de 3,6 %. La France recule à un rythme plus marqué (- 5,8 %). Seuls le Puy-de-Dôme (+ 25 %), la Loire (+ 12,9 %) et l'Isère (+ 8,9 %) tirent leur épingle du jeu. L'Ain et le Rhône chutent, avec respectivement - 30 % et - 13 %.

8 Évolution du nombre de logements autorisés



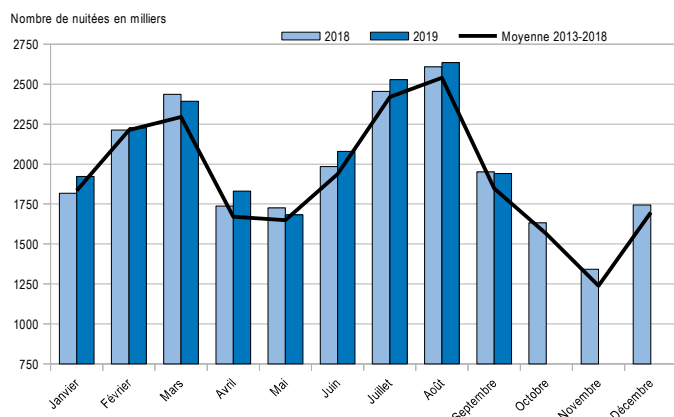
Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2

Les **misés en chantier de logements** se contractent de 2,0 % dans la région par rapport au trimestre précédent. L'Ain, l'Isère, le Rhône, la Drôme et la Savoie faiblissent avec des baisses comprises entre - 6 % à - 2 %. Les autres départements se maintiennent. Par rapport à l'année précédente, les mises en chantier reculent de 8,8 %. La forte chute enregistrée dans le Rhône (- 23 %) explique principalement cette baisse.

Une saison estivale fructueuse pour l'hôtellerie

Au troisième trimestre, les **hôtels de la région** ont enregistré 7,1 millions de nuitées, soit + 1,3 % par rapport à l'été 2018 (figure 9). La fréquentation traditionnellement élevée en juillet et en août bat encore de nouveaux records. Seul septembre reste stable par rapport à 2018, mais se maintient nettement au-dessus des années précédentes. Le taux d'occupation des chambres est en hausse et s'élève à 63 %, 1,5 point de plus que l'année dernière.

9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquêtes hôtellerie 2013-2019

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Thierry Geay
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822
© Insee 2020

Pour en savoir plus

• « Clair-obscur », Note de conjoncture nationale, Insee, décembre 2019 ;
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4268833>

Par rapport à l'été 2018, la fréquentation augmente particulièrement dans la Loire (+ 8,6 %) et la Haute-Loire (+ 4,2 %). Le Rhône progresse de 3,8 % et passe pour la première fois la barre des 1,5 million de nuitées, faisant jeu égal avec la Haute-Savoie qui progresse de 2,5 %. À l'inverse, le Cantal et l'Isère reculent respectivement de 4,4 % et 3,8 %, tous deux en raison d'un mois d'août en baisse.

La clientèle d'affaires représente 38 % des nuitées dans la région. Logiquement moins élevée durant cette saison, elle est néanmoins en progression marquée par rapport aux années précédentes (3 points de plus que la moyenne 2013-2018). Le tourisme d'affaires représente au moins la moitié des nuitées dans l'Ain, la Loire et le Rhône.

Les nuitées des clients non résidents en France constituent le quart de la fréquentation hôtelière de la région. Elles sont en baisse pour la première fois depuis 2016. La part de la clientèle non résidente se maintient uniquement dans la Savoie (19 %) et recule partout ailleurs. Elle reste cependant élevée en Haute-Savoie, dans le Rhône et la Drôme, avec des taux supérieurs à 28 %.

Avertissement :

Fréquentation touristique – révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions (en savoir plus).

La crainte d'un retournement conjoncturel global s'atténue

L'année 2019 aura été marquée par les nombreuses incertitudes qui ont pesé sur la croissance mondiale. Les difficultés du secteur automobile et le ralentissement de l'économie chinoise ont par exemple contribué au ralentissement global. Mais certaines incertitudes qui ont pénalisé jusqu'ici le commerce international semblent se réduire un peu : la perspective d'un *Brexit* sans accord paraît s'éloigner et les signes d'apaisement dans la guerre commerciale sino-américaine laissent attendre un rebond du commerce mondial. Par ailleurs, les mesures budgétaires contribueraient à soutenir l'activité en zone euro.

La croissance française garde son rythme, portée par la demande intérieure

Au troisième trimestre 2019, la croissance française s'est de nouveau établie à + 0,3 %, portée par l'investissement des entreprises, notamment en services, et par la consommation des ménages, du fait de gains élevés de pouvoir d'achat en début d'année. Le commerce extérieur a quant à lui pesé une nouvelle fois sur la croissance.

D'ici la mi-2020, la croissance française serait comprise entre + 0,2 % et + 0,3 % par trimestre, selon la *Note de conjoncture nationale* de l'Insee. La consommation des ménages garderait un rythme régulier, l'investissement des entreprises ralentirait tout en restant dynamique, tandis que le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 et l'acquis de croissance s'élèverait à + 0,9 % mi-2020. Le chômage poursuivrait sa baisse progressive pour atteindre 8,2 % à l'horizon de prévision (mi-2020).

